En présence d'une telle révélation, l'histoire s'arrête, et nul ne se sent en droit de profaner par un doute téméraire une affirmation revêtue de tous les caractères extérieurs de la vérité. Mais la déclaration de la duchesse de Berri inspira d'autres sentiments au gouvernement de Louis-Philippe qui, par ses organes habituels, exploita comme un grand scandale la situation qu'elle dénonçait. Le *Journal des Débats* triompha avec une joie cruelle de la *confusion* du parti légitimiste, et le ministère mit tout en œuvre pour obtenir la constatation légale d'un événement qui, dans son opinion, devait flétrir la prisonnière de Blaye d'une honte ineffaçable. Un officier-général courba son dévouement jusqu'à accepter la garde personnelle de la princesse. Cependant ces efforts n'atteignirent qu'imparfaitement leur but. L'authenticité de la déclaration du 26 février devint évidente (1), et la consistance politique de l'héroïque princesse en souffrit une atteinte irréparable ; mais la pensée impie qui avait inspiré sa divulgation, souleva toutes les âmes honnêtes. Ce roi d'un jour cherchant à venger de passagères alarmes par le déshonneur d'une nièce qui naguère le couvrait de sa vive et puissante affection, alluma assez d'indignation pour dévorer bien des incrédulités ombrageuses. Même aux esprits soupçonneux et sévères, le scandale de la vengeance parut supérieur au scandale de la faute. Marie-Caroline fut rendue libre aussitôt qu'on crut l'avoir déshonorée. Mais ce fut en vain que le plus constant athlète de la cause royaliste s'efforça de la faire maintenir dans la tutelle de ses enfants. En dépit des généreuses instances de M. de Chateaubriand, Charles X

(1) Cette authenticité avait été révoquée en doute par le parti légitimiste, et le pape Grégoire XVI dit énergiquement à quelqu'un qui l'entretenait de ce document : « C'est une pasquinade de plus ! *E una burla di più !* »